



FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX AU BURUNDI

RAPPORT NARRATIF FINAL SUR LES PROGRES REALISES

**Organisation des Nations Unies Destinataire:**  
PNUD

**Domaine prioritaire:**  
*Renforcer les capacités nationales pour promouvoir la coexistence et la résolution paisible de conflits*

**No et Titre du Projet:**  
APPUI D'URGENCE AU PROCESSUS ELECTORAL AU BURUNDI

**Rapport No.:** 2

**Période couverte par le rapport:**  
2010

**Budget du Projet (PBF):**  
3.000.000 USD

**Etendue/Couverture géographique du projet:**

- Nationale

**Durée du projet/Projet clôturé:**

- 6 mois

## **Table de matières**

ABREVIATIONS .....	3
RAPPORT NARRATIF .....	4
INTRODUCTION .....	4
PARTIE I.OBJECTIFS ET CONTRIBUTIONS DU PROJET A LA CONSOLIDATION DE LA PAIX.....	6
I.1 Objectif global.....	6
I.2 Objectifs spécifiques .....	6
I.3 Contribution du projet à la consolidation de la paix.....	6
I.4 Principaux Partenaires.....	7
PARTIE II. ETAT D’AVANCEMENT ET RESULTATS ATTEINTS.....	9
II.1 Les principales réalisations par rapport aux objectifs et résultats attendus.....	9
II.1.1 La Campagne de délivrance de la Carte nationale d'identité.....	9
II.1.1 La participation des femmes au processus électoral.....	11
II.1.3 Activités menées par le PACE.....	17
II.2 Leçons apprises et principales contraintes .....	20
II.3 Partenaires : impact et résultats .....	21
PARTIE III. ETAT D’EXECUTION BUDGETAIRE ET PROCHAINES ETAPES .....	24
III.1 Exécution Budgétaire.....	24
III.2 Prochaines étapes .....	32

## **ABREVIATIONS**

ABR	:	Association Burundaise des Radiodiffuseurs
AFJO	:	Association de Femmes Journalistes
AFSC	:	American Friends Service Committee
BINUB	:	Bureau Intégré des Nations Unies au Burundi
CAFOB	:	Collectif des Associations et ONGs Féminines du Burundi
CENI	:	Commission Electorale Nationale Indépendantes
CEPI	:	Commission Electoral Provincial Indépendante
CIRGL	:	Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs
MDPHG	:	Ministère des Droits de la Personne Humaine et du Genre
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
SPPDF	:	Synergie des Partenaires pour la Promotion des Droits de la Femme
UNIFEM	:	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNESCO	:	Organisation des Nations Unies pour l'Education ; la Science et la Culture

## **RAPPORT NARRATIF**

### **INTRODUCTION**

L'année 2010 constitue pour le Burundi une année importante dans le cadre du processus de consolidation de la paix et de renforcement des acquis démocratiques. En effet, dans une période de 4 mois, entre mai et septembre, cinq scrutins se sont organisés tant au niveau national que local. Ces élections constituent pour le pays une opportunité de renforcer son évolution démocratique et le processus de consolidation de la paix. Cependant, en raison d'un calendrier électoral très serré, de toute la pression venant des acteurs politiques dans le contexte post conflit du pays et de nombreuses activités électorales requérant une prise en charge immédiate alors que les ressources financières sont limitées, il existe de nombreux défis à relever en 2010.

Suite à une requête officielle du Président de la République du Burundi au Secrétaire Général des Nations Unies pour un appui international technique et financier, le Projet d'Appui au Cycle Electoral (PACE) a été mis en place le 18 septembre 2009 avec la contribution d'un nombre important de bailleurs de fonds et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Ce Projet vise à appuyer l'organisation d'élections libres, transparentes, crédibles et inclusives en 2010.

Le Projet se focalise sur 4 objectifs principaux à savoir :

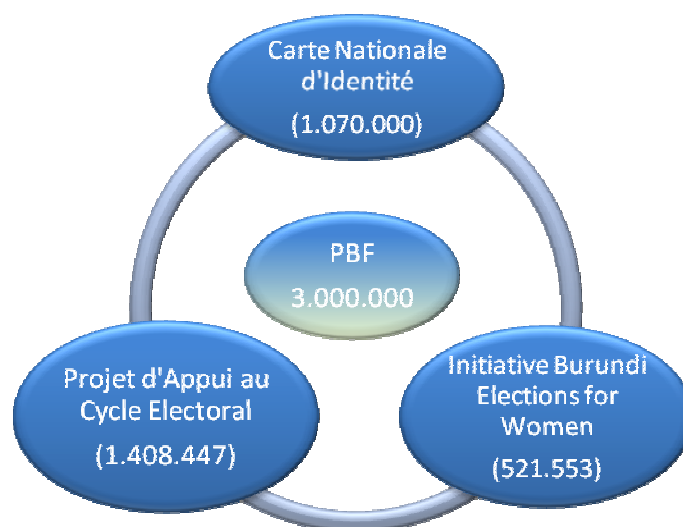
- Appui à l'octroi de la carte nationale d'identité à tous les citoyens burundais, et particulièrement les femmes et les groupes vulnérables, qui ont besoin de ce document, avant le lancement d'enregistrement d'électeurs, pour leur permettre de participer aux élections ;
- Amélioration de la participation politique des femmes dans les institutions de prise de décisions par leur mobilisation à la participation au processus électoral 2010 ;
- Garantir une couverture médiatique impartiale des différentes phases du processus électoral et une gestion éthique de l'information;
- Production de bulletins de vote et des enveloppes pour combler le gap de financement.

A cet effet, le Burundi a sollicité et obtenu de divers partenaires un appui pour la mise en œuvre du processus électoral. Le Burundi a alors fait appel au PBF pour faire face aux besoins de financement d'activités reconnues comme pouvant avoir un impact critique sur le processus électoral et celui de la consolidation de la paix mais dont l'a prise en charge ne pouvait être assurée dans l'immédiat.

L'appui du PNUD à la consolidation de la Paix inclusive à la participation des femmes au processus électoral s'articule autour de 3 phases principales à savoir : la période

préélectorale, la période électorale et la période postélectorale. Il consiste, en partenariat avec l'UNMIT, le BINUB, et l'UNIFEM, à financer, à plaider pour et à appuyer techniquement, matériellement et financièrement la CENI et ses démembrements, les Organisations de la Société civile, les Organisations des femmes, et le Gouvernement du Burundi, à la promotion du genre, l'autonomisation de la femme et la participation de la femme au processus électoral de 2010.

Le présent rapport fait état de l'exécution du projet appui d'urgence au processus électoral du Burundi financé par le Fonds de Consolidation de la paix PBF pour un montant total de 3.000.000 USD. L'appui a été octroyé au Burundi afin de lui permettre de faire face à des besoins considérés comme critiques dans le processus de Consolidation de la Paix mais dont le financement n'était pas disponible. Il couvre essentiellement 3 volets à savoir : l'opération « Carte Nationale d'Identité » mise en œuvre par l'Unité Genre du PNUD, « l'appui aux médias et la réduction du gap dans le financement des élections » mis en œuvre par le Projet d'Appui au Cycle Electoral (PACE), l'« Initiative Burundi Election for Women » mise en œuvre par l'UNIFEM faisant partie de l'ONU Femmes dans le cadre d'un accord signé avec le PNUD,.



Ce rapport est articulé sur trois principales parties. La première partie reprend les objectifs du projet et sa contribution aux objectifs de consolidation de la paix, les principaux partenaires et leurs contributions dans l'atteinte des objectifs du projet. La deuxième partie porte sur l'état d'avancement du projet et les résultats atteints et reprend les principales réalisations, les leçons apprises, les principales contraintes et l'impact du projet sur les différents partenaires. La troisième partie concerne un bref aperçu de l'état d'exécution budgétaire et un point sur les prochaines étapes.

## **PARTIE I : OBJECTIFS ET CONTRIBUTION DU PROJET A LA CONSOLIDATION DE LA PAIX**

### **I.1 Objectif Global :**

Le projet vise la prévention des conflits liés aux élections en permettant au pays de faire face aux aspects critiques du processus électoral de 2010 dont l'impact sur les opérations électorales et la consolidation de la paix est reconnu et pour lesquels un financement n'est pas immédiatement disponible. Il s'agit de renforcer les institutions chargées de l'administration électorale en les dotant des capacités d'organiser et de gérer le processus électoral et de permettre aux citoyens burundais, notamment les femmes, d'exercer leur devoir civique de choisir leurs représentants et d'être élu, au sein des organes de prise de décisions.

### **I.2 Objectifs spécifiques :**

L'objectif général se décline en objectifs spécifiques ci-après :

**I.2.1 :** Assurer la délivrance d'une carte nationale d'identité aux femmes rurales et aux groupes vulnérables, afin de permettre aux citoyens burundais sans moyens, de participer au processus électoral de 2010 en tant qu'électeurs et élus. Cet objectif se réalise à travers le projet « Carte Nationale d'Identité »

**I.2.2 :** Contribuer à la mobilisation des femmes pour une participation massive aux élections de 2010 comme électrices, candidates, et agents de paix à travers une campagne médiatique et le renforcement des capacités des femmes élues pour l'intégration du genre dans leur travail. Cet objectif se réalise à travers l'« Initiative Burundi Election for Women ».

**I.2.3 :** Réduire le gap de financement des opérations électorales et assurer l'appui aux médias pour une couverture impartiale des élections afin de fournir au Burundi, à travers la CENI, une assistance technique, matérielle et financière pendant toute la durée du processus. Cet objectif se réalise à travers le PACE et permet de renforcer les capacités de la CENI pour la mise en œuvre efficace un processus électoral conforme aux standards internationaux, dans un cadre sécurisé et avec une participation active de la société civile burundaise.

### **I.3 Contribution du projet PBF à la consolidation de la paix**

Les activités des projets et leurs objectifs s'inscrivent dans le cadre du domaine prioritaire du cadre stratégique de consolidation de la paix au Burundi : la promotion de la Bonne Gouvernance au niveau national, communal et collinaire et, par conséquent, la promotion d'une démocratie inclusive et participative.

## **I.4 Principaux Partenaires**

La mise en œuvre du projet implique les partenaires tant au niveau national, provincial, communal et collinaire. Les principaux partenaires de mise en œuvre des projets PBF qui ont contribué à atteindre les résultats énoncés sont:

### ➤ **Gouvernement**

Les activités du projet sont mises en place avec le soutien et la collaboration du Ministère des Droits de la Personne Humaine et du Genre et le Ministère de l'Intérieur ainsi que leurs démembrements (les autorités provinciales, communales, collinaires, les CDF). Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération CNI, un comité technique de suivi conjoint Gouvernement-SNU à travers le PNUD et OSC, a été mis en place et fonctionné au niveau national, dans chacune des 17 provinces, chacune des 129 communes et chacune des 2908 collines que compte le pays.

### ➤ **Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et ses démembrements**

Une collaboration journalière et un dialogue constant avec la CENI ont été tenus pour la mise en œuvre des activités. Par ailleurs, la CENI a appuyé techniquement la mise en œuvre des activités d'appui aux partis politiques pour susciter les candidatures féminines. Chacune des 17 Commissions Electorales Provinciales (CEPI) et des 129 Commissions Electorales Communales (CECI) sont aussi impliquées dans la mise en œuvre de diverses opérations électorales et bénéficient dans ce cadre d'un appui régulier du PACE.

### ➤ **Les Organisations de la Société Civile**

Le SNU, à travers UNIFEM et le PNUD, a travaillé avec des différentes organisations de la société civile burundaise pour accomplir ces objectifs. Ces organisations sont :

- *La Synergie des Partenaires pour la Promotion des Droits de la Femme (SPPDF)* : Etant l'organisation en charge de la mise en œuvre de la stratégie nationale pour une meilleure participation des femmes aux élections de 2010, la SPPDF a organisé :

La conférence régionale sur la participation politique des femmes ; l'élaboration d'un compact sur les priorités de l'égalité des genres pour la législature 2010-2015 ; et la mobilisation des femmes pour les élections collinaires.

- *Collectif des Associations et ONGs Féminines du Burundi (CAFOB)* : Le CAFOB a travaillé dans la formation de candidates au niveau législative et collinaire.
- *Association DUSHIREHAMWE* : Cette Association a travaillé avec la SPPDF dans l'organisation du forum pour l'élaboration du compact sur les priorités de l'égalité des

genres pour la législature 2010-2015. Dushirehamwe amènera aussi des actions pour la consolidation de la paix dans la phase postélectorale.

- *Association de Femmes Journalistes (AFJO)* : Etant donné son expérience dans la promotion des droits des femmes et de l'égalité des genres dans les médias, L'AFJO a été en charge de l'élaboration des spots pour la campagne médiatique.
- *Fondation Intahe* : La Fondation qui regroupe les Bashingantahe a été en charge de travailler avec les partis politiques pour susciter les candidatures féminines.

➤ **Médias**

- Le projet a travaillé directement avec *l'Association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR)* pour la diffusion de spots pendant les élections législatives et collinaires. L'ABR a la responsabilité éditoriale de la synergie de médias des élections 2010 qui regroupe 15 radios burundaises. Cette synergie, dont les capacités ont été soutenues à travers le présent projet, rentre le cadre du Projet d'Appui Commun aux Médias (PACAM), projet unique et spécifique pour la coordination des médias publics et privés prévu par le PACE

➤ **Organisations Internationales**

Dans le cadre de la conférence régionale sur la participation politique des femmes et la non-violence, le projet PBF a également collaboré avec les organisations internationales *Action Aid*, et *American Friends Service Committee (AFSC)*. Le projet a également collaboré avec l'IFES/NDI dans le cadre de l'observation électorale.

➤ **Organisations Intergouvernementales**

Le projet a eu comme partenaire régionale stratégique la *Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL)* pour l'organisation de la conférence régionale sur la participation politique des femmes et la non-violence. La *CIRGL* a joué un rôle clé dans l'identification des participants et la facilitation pendant les différentes séances.

➤ **Agences de Nations Unies**

Pour la mise en place de certaines activités, le PNUD a travaillé en étroite collaboration avec l'UNIFEM, l'UNESCO, le BINUB. Le Centre Intégré des Services des Nations Unies (CISNU), structure opérationnelle du PNUD spécialement dédié à l'acquisition de biens et services a aussi joué un rôle stratégique en facilitant les acquisitions du PACE.



## **PARTIE II. ETAT D'AVANCEMENT ET RESULTATS ATTEINTS**

### **II.1 Les principales réalisations par rapport aux objectifs et résultats attendus**

#### **II.1.1 CAMPAGNE DE DELIVRANCE DE LA CARTE NATIONALE D'IDENTITE**

Suite à la requête du Gouvernement à travers le Ministère de l'Intérieur, le PNUD, grâce aux fonds PBF, a apporté son appui financier et technique, au projet destiné à octroyer gratuitement la carte d'identité à tout burundais en âge de voter, en particulier les femmes.

L'objectif de ce projet était de doter les femmes burundaises de la CNI afin de garantir leur participation au processus électoral en tant qu'électrices et élues d'une part, et de renforcer leurs capacités en vue de leur participation politique dans les élections de 2010 d'autre part.

#### **A. L'Appui technique du PNUD pour renforcer les capacités de production des 129 centres de délivrance de la CNI du Pays a consisté en :**

##### **1° Equipements:**

- 300 appareils photos numériques permettant de développer les photos séance tenante sans besoin d'électricité ;
- 300 machines à écrire électriques pour la saisie des cartes ;
- Autres accessoires : agrafeuses, stylos, papier, ciseaux.

##### **2° Imprimés nécessaires à la délivrance :**

- 1, 100,000 formulaires de demande de CNI ;
- 1, 100,000 fiches d'identification nationale ;
- 1, 100,000 imprimés de CNI ;
- 129 registres de consignation de la délivrance de la CNI.

##### **3° Ressources humaines :**

Renforcement des centres de délivrance en recrutement, formation et rémunération de 1032 employés, soit 8 dans chacun des centres de délivrance. Les 8 se présentent ainsi :

3 dactylographes ; 1 chargé de la logistique ; 1 photographe ; 1 agent d'état civil ; 1 secrétaire ; 1 rapporteur. ;

2908 chefs de collines formés, dotés de documents et mobilisés.

#### **B. Appui financier du PNUD et Partenaires pour la délivrance de la Carte nationale d'identité**

- ✓ Fonds de Consolidation de la Paix (1, 000,000 USD) ;

- ✓ Coopération Suisse (300,000 USD);
- ✓ Gender Thematic Trust Fund (70,000 USD).
- **Soit un total de 1.370.000 USD**

### **C. Les outils de transparence mis en place pour éviter toute manipulation**

#### **1° L'information et la communication :**

Organisation de séances d'information et de formation au bénéfice des différentes parties prenantes ; campagnes de sensibilisation et d'information de tous les acteurs concernés par la délivrance de la CNI sur la nécessité de délivrer ces cartes aux burundais en âge de voter à la veille des élections de 2010 et surtout sur la nécessité de considérer le genre comme élément essentiel dans ce processus ; campagne multimédia pour sensibiliser la population sur le processus de délivrance de cette carte et pour sa gratuité.

#### **2° Les ressources humaines et imprimés :**

Recrutement sur test des dactylographes à travers des missions au niveau des 17 provinces ; monitoring journalier de l'état de délivrance des CNI à travers toutes les communes du Burundi par le biais de 129 rapporteurs recrutés, mise en place d'un carnet de formulaires de demandes de CNI, muni de souches portant des informations permettant de contrôler la délivrance des demandes de CNI ainsi que le genre des demandeurs; mise à disposition d'un registre de consignation de la délivrance de la CNI et prévoyant un volet pour le genre.

#### **3° L'implication des acteurs au niveau national, provincial, communal et collinaire :**

Mise en place d'un Comité Technique de Suivi ; implication des organisations de la société civile et des organisations de femmes au niveau provincial, communal et collinaire ; organisation de missions conjointes pour des visites sur le terrain.

### **D. Résultats de la Campagne**

Le Gouvernement du Burundi, grâce au soutien technique et financier du PNUD appuyé par le Fond de Consolidation de la Paix, la Coopération Suisse et le Gender Thematic Trust Fund, a pu délivrer gratuitement 968.882 CNI dont 559.852 en faveur des femmes, afin de permettre à des citoyens burundais sans moyens de participer au processus électoral de 2010.

#### **➤ *Appréciation qualitative***

L'initiative a été bien reçue et a bénéficié du soutien des acteurs tant au niveau provincial, communal, que collinaire, les gouverneurs de province, partis politiques, de la société civile et des médias.

La campagne d'octroi gratuit de la CNI s'est bien déroulée et a été un succès sans précédent.

Elle a permis d'appuyer le gouvernement à mettre en place un processus de création et de livraison des cartes réalisé en une seule journée, ce qui a permis d'atteindre les résultats escomptés.

➤ **Résultats globaux**

- **968,882 CNI** délivrées soit plus de 42 000 CNI par jour.
- Renforcement des capacités techniques de délivrance de la CNI par les centres décentralisés.

➤ **La prise en compte du genre**

- 559,852 CNI délivrées au profit des femmes, soit 58%.
- 409,030 CNI délivrées au profit des hommes, soit 42%.

**E. Des difficultés surmontées :**

- Délais très courts pour l'opération;
- Absence de courant électrique dans certaines communes et aléas climatiques ;
- Distances à parcourir dans certaines communes et faible mobilité des personnes pour organiser l'itinéraire.
- Personnel insuffisant et peu performant dans certaines communes, malgré leur bonne volonté ;
- Faible motivation des Administrateurs communaux qui sont en fin de mandat;
- Recensement initial incomplet et fortes demandes supplémentaires.

**F. De nouveaux défis à relever :**

- Continuer à faciliter le travail de délivrance de la CNI : le matériel mis à la disposition des communes lors du projet sera rétrocédé à ces communes pour permettre à la population d'acquérir la CNI en une journée mais aussi pour permettre aux communes de tirer profit, après cette campagne, des services rendus à la population demanderesse.
- Assurer un suivi auprès des personnes – notamment des femmes – en possession de la CNI, en vue de leur inscription sur les listes électorales et de leur mobilisation comme candidates.
- Rendre compte du grand succès de la campagne, et partager les enseignements tirés, afin de continuer à mobiliser les partenaires et les ressources.
- Appuyer la formation des femmes et des hommes après les élections en vue d'une intégration du genre dans les activités des institutions démocratiques renouvelées.

## **II.1.2. LA PARTICIPATION DES FEMMES AU PROCESSUS ELECTORAL**

Dans cet axe, la focalisation s'est faite globalement sur: la mobilisation des femmes pour une participation massive aux élections de 2010 et le renforcement des capacités des femmes

candidates et des partis politiques pour intégrer le genre dans leur programme et susciter des candidatures féminines afin qu'elles se fassent élire.

Les différentes activités, comme le renforcement de capacités des élues aux différents niveaux, l'appui aux partis politiques pour susciter des candidatures féminines, ainsi que la mobilisation des femmes en tant que candidates et agents de paix, ont eu un impact direct dans le déroulement des élections pour qu'elles soient légitimes, inclusives et équitables.

En effet l'appropriation des élections communales, parlementaires et présidentielles par les Burundaises et Burundais grâce à leur participation massive au processus a permis de renforcer la légitimité de ces élections grâce à des taux significatifs de participation. Par ailleurs, la participation massive des femmes comme candidates, permettait d'accroître leur taux d'être élues et donc de respecter les dispositions de la Constitution qui prévoient qu'on ait au moins 30% des femmes à des postes de représentativité.

Egalement, la conférence régionale sur la participation politique des femmes et la non-violence a contribué à promouvoir le rôle des femmes comme agents de paix et à élaborer des stratégies pour prévenir les conflits électoraux.

Finalement, il faut mentionner que les activités visant la réduction des inégalités de genre, comme l'engagement des partis politiques sur un compact sur les priorités de l'égalité des genres, ont un impact dans la consolidation de la paix à long terme au Burundi à travers les préoccupations de bonne gouvernance qu'elles soulignent. Le compact sur les priorités des genres engage les partis politiques à adresser pendant la nouvelle législature les inégalités des genres qui sont cause de conflit dans le pays, comme les questions des droits fonciers et de succession et les violences basées sur le genre.

### **1. Les femmes sont mobilisées pour une participation massive aux élections 2010 comme électrices, candidates et agents de paix**

*Activités 1 et 2: Formation de 258 formatrices et Campagne pour la mobilisation des femmes aux élections collinaires « Elis et Fais-toi-élire » Août 2010*

Les deux premières activités de ce résultat 1 ont été conduites concomitamment dans le cadre de la campagne "élis et fais toi élire." De ce fait l'activité s'est réalisée en deux phases. La première a consisté à la formation par la SPPDF de 258 formatrices qui étaient chargées de mener les deux parties de la campagne " élis et fais toi élire" Ces formatrices ont été ensuite déployées sur terrain dans toutes les provinces pour sensibiliser, à travers les réseaux d'organisations féminines, les femmes à participer aux élections et sur l'éducation civique et électorale comme électrices, d'une part, et aussi pour renforcer les capacités des candidates aux élections législatives et collinaires,

d'autre part. Ces sessions de renforcement des capacités ont eu pour thèmes majeurs le leadership (comment gérer une réunion) et les techniques de communication (comment mener une campagne électorale).

Pour couvrir toutes les provinces du pays, UNIFEM, PNUD et BINUB ont joint leurs efforts en appuyant ensemble cette activité par une répartition géographique des tâches. A travers cette activité, le projet PBF a couvert 53 communes des 7 provinces suivantes : Kirundo, Kayanza, Muramvya, Makamba, Bururi, Bubanza et Mairie de Bujumbura et a appuyé la mise à niveau de 100 formateurs en éducation civique, techniques de communication et le leadership. Le PNUD et le BINUB ont couvert 6 provinces et la mise à niveau de 150 formateurs. Les quatre dernières provinces (Rutana, Gitega, Karusi et Muyinga) ont été couvertes par l'activité 4 du projet PBF qui avait comme objectif la formation de candidates au niveau collinaire. Cette activité, a travers la répartition de rôle et appui coordonné, a permis que toutes les candidates aux élections collinaires aient accès au renforcement de leurs capacités (Voir annexe I : les modules utilisés).

*Activité 3 et 4 : Renforcement de capacités des candidates aux élections législatives et collinaires 7 – 9 Juillet et 9 – 23 Août*

La formation de candidates avait comme objectif la mise en place d'une formation sur le gender mainstreaming pour que les femmes acquièrent les aptitudes nécessaires pour influencer leurs partis politiques et la nouvelle législature sur les questions de l'égalité des genres. Pour ce faire, les thèmes pour le renforcement de capacités des candidates ont été le leadership, les techniques de communication et du lobbying, et le gender mainstreaming. Pour la formation de candidates aux élections collinaires, le renforcement de capacités sur le code électoral a été également réalisé.

Pour ce qui concerne le renforcement de capacités des candidates aux législatives, 80 femmes désignées par les 6 partis politiques en lice ont reçu une formation de deux jours avant l'ouverture de la campagne électorale des élections de députés. Le premier jour a été centré sur le gender mainstreaming et le deuxième jour en techniques de communication et du lobbying, et le leadership. Des jeux de simulation de comment faire le plaidoyer et influencer les nouveaux sénateurs et parlementaires sur les questions de genre ont été mise en place.

De la même manière les femmes ont analysé les obstacles en tant que femmes pour devenir des acteurs politiques influents et ont discuté des stratégies pour les surmonter.

Au niveau collinaire, quatre provinces ont été identifiées pour renforcer les capacités des candidates aux élections pour adresser les questions des genres dans les collines. Ces provinces (Rutana, Gitega, Karusi et Muyinga) ont été ciblées en tenant compte de leur faible taux de participation politique des femmes ainsi que par la prévalence de violences à l'égard des femmes et d'autres formes de violation de leurs droits.

Les 400 femmes bénéficiaires de cette formation ont été ciblées selon leur rôle dans la communauté en tant qu'acteurs politiques et en termes de leur leadership. La formation a eu lieu

pendant deux jours. Le premier jour a été centré sur le gender mainstreaming et le leadership, tandis que le deuxième jour sur les techniques de communication et le code électoral. Les femmes ont travaillé à travers des exercices de simulation sur comment mener une campagne en incorporant les besoins des femmes dans les collines. Egalement, la formation s'est focalisée dans le rôle des chefs et des conseillers en relation avec les questions liées au genre au niveau de la colline. Il faut également mentionné que le deuxième jour les représentants de la CEPI ont participé à la formation pour répondre aux inquiétudes des femmes par rapport au déroulement des élections collinaires.

*Activité 4 : Appui aux partis politiques pour intégrer le genre dans leurs programmes et susciter des candidatures féminines Mai – Juillet 2010*

Le projet PBF a conçu cette activité avec deux objectifs : appuyer les partis politiques à prendre en compte le genre par leurs élus dans la prochaine législature et encourager les partis politiques à aligner les femmes sur leurs listes électorales à des positions leur permettant d'être élues directement et en respectant le quota d'au moins 30%. Pour ce faire, le projet a exécuté deux activités qui se renforcent mutuellement : Le forum d'élaboration d'un compact sur les priorités de l'égalité des genres pour la nouvelle législature et l'incitation financière aux partis politiques pour susciter des candidatures féminines aux élections législatives.

Au cours d'un forum de 2 jours, quatre-vingt personnes représentant les organisations féminines et leurs réseaux venues des divers horizons politiques, économiques, socioculturels, et les responsables des partis politiques ont identifié 16 priorités, en matière d'égalité de genre, réparties en 2 priorités par domaine (sécurité, politique, économique, éducation, santé, justice, environnement, protection des enfants) qui peuvent être traduites dans le fait au cours de cette nouvelle législature. A partir de ces priorités, les participants au forum ont formulé un compact appelé « Engagement des partis politiques sur les priorités d'égalité de genre » qu'ils ont soumis aux partis politiques pour signature.

5 partis politiques (KAZE/FDD, PMP, Uprona, Frodebu Nyakuri, UPD), dont 4 ont participé aux élections législatives<sup>1</sup>, et un candidat indépendant ont signé le compact et se sont engagés à le mettre en œuvre pendant la nouvelle législature. Les pourparlers sont en cours avec le parti CNDD-FDD au pouvoir pour la signature du compact.

En outre, pour sensibiliser et informer les organisations de la société civile, les partis politiques, la communauté internationale et la population en général sur le compact sur les priorités de l'égalité des genres pour la législature 2010-2015, le projet a imprimé 800 affiches en kirundi et français. Ces affiches seront distribuées aux différents acteurs pendant les prochains mois.

---

<sup>1</sup> En total 6 partis politiques ont participé aux élections législatives.

Pour ce qui est de l'activité « appui aux partis politiques pour susciter les candidatures féminine », l'UNIFEM, à la demande du MDPHG, la CENI, les partis politiques et les femmes candidates aux élections législatives sur comment appuyer les partis politiques à aligner les femmes sur les listes électorales à des positions éligibles directement aux élections législatives et en respectant le quota constitutionnel de 30%, a coordonné l'élaboration d'une stratégie pour donner cet appui aux partis politiques.

Il a été retenu d'accorder des incitations financières aux partis politiques en permettant aux candidates de négocier au sein de leur parti leur positionnement en utilisant cette incitation.

Pour concrétiser cette incitation, deux variantes ont été utilisées :

- Payer la totalité du coût du dépôt des listes électorales pour chaque liste ayant une femme à sa tête ;
- Payer une quotité correspondant au nombre des femmes sur la liste alignées en respectant la séquence  $\frac{1}{4}$  pour les députées et  $\frac{1}{2}$  pour les sénateurs.

Ainsi, de 90 listes parlementaires au niveau national, 19 (soit 21%) avaient de femmes comme tête de liste, 81 femmes ont occupé les premiers trois places des listes et de l'ensemble des 944 candidats, 347 (soit 36.8%) ont été de femmes. En ce qui concerne les élections sénatoriales, les deux partis en lice ont eu une représentation féminine moyenne de 48% (52% pour les listes du parti CNDD-FDD et une représentation de 42% pour les listes du parti UPRONA).

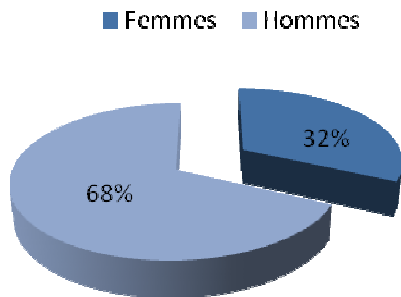
Grâce à cette action, les listes des élections législatives ont réalisé le quota d'au moins 30% stipulé par la loi. Ainsi, 34 sièges des 106 sièges de députés sont occupés par des femmes (soit 32%) et 17 des 34 sièges du sénat sont occupés par les femmes (soit 50%). Pour les élections législatives 2010, la cooptation n'a pas été nécessaire.<sup>2</sup> Cela a contribué à ce que, au niveau du Sénat, le Burundi soit le premier pays en Afrique et le deuxième pays au monde avec une représentation féminine de 46%<sup>3</sup>.

---

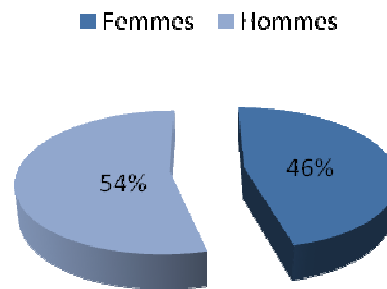
<sup>2</sup> En termes de respect de l'équilibre du genre, la cooptation n'a pas été nécessaire ; par contre elle l'a été pour les équilibres ethniques. Deux femmes et un homme de l'ethnie Batwa ont été cooptés pour être membres de Sénat. Etant donné que les quatre anciens présidents de la République sont automatiquement partie du sénat, la représentation des femmes au sénat est de 46% (19 femmes et 21 hommes).

<sup>3</sup> Après la Bolivie le Burundi est le pays avec majeure représentation féminine au Sénat.

## Parlement 2010 - 2015



## Sénat 2010 - 2015



*Activité supplémentaire :* Conférence régionale sur la participation politiques des femmes et la non-violence 12 – 16 Avril

La conférence régionale n'a pas été prévue dans les activités soumises à ce projet. Toutefois, étant donné le contexte politique et le rôle des femmes comme agents de paix, les organisations féminines avec l'appui de l'UNIFEM, ont vu la nécessité de partager avec les femmes de la région des stratégies et les meilleurs pratiques sur la non-violence et l'amélioration de la représentativité des femmes pendant les élections 2010.

Dans ce cadre, en collaboration avec la SPPDF, Action Aid, AFSC et la CIRGL, 150 hommes et femmes provenant de 10 pays d'Afrique (le Burundi, la République Centrafricaine, le Bénin, le Ghana, le Kenya, la Liberia, le Mali, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda) ont échangé les expériences sur les meilleures stratégies pour améliorer la participation des femmes dans la prise de décision, le rôle des femmes dans le processus démocratique et la promotion de la non-violence. Les exposés ont été axés sur la participation politique des femmes, la prévention et résolution de la violence électorale et post électorale.

Les participants à la conférence ont formulé des recommandations sous forme d'une déclaration sur des stratégies de promotion de la participation politique des femmes et de la non-violence en période électorale et post électorale. Avec cette déclaration les femmes ont mené des séances de lobbying auprès de 4 partis politiques membres de l'ancien parlement (FRODEBU, UPRONA, CNDD-FDD et MRC) et la CENI.

## **2. Une campagne médiatique est mise en place pour la mobilisation des femmes**

*Activité 1 :* Campagne médiatique sur la non-violence, le rôle des femmes en tant qu'agents de paix, la participation politique des femmes et les priorités de l'égalité des genres Juillet – Septembre



L'objectif de cette activité a été de susciter un climat favorable à la promotion de la paix et la démocratie au Burundi à travers une campagne médiatique pendant les élections législatives et collinaires destinée aux femmes burundaises et l'ensemble de la communauté.

Pour ce faire, 3 spots sur : la non-violence et le rôle des femmes en tant qu'agents de paix ; la promotion de l'utilisation des recours prévus par le code électoral et pour résoudre les contentieux électoraux et la participation politique des femmes ont été conçus et diffusés en Français, Swahili et en Kirundi pendant 7 jours par les 15 radios de la synergie de médias, au cours des élections législatives et collinaires.

Les activités sur « les tables rondes et formation des femmes leaders au niveau communautaire en prévention et gestion de conflit pendant le processus électoral » et « la participation des femmes comme agents de paix dans les provinces avec un majeur risque de violence et de conflit » ont été initiées. Les femmes, les organisations féminines et leurs réseaux du Burundi ont estimé, compte du contexte particulier du Burundi, de les continuer et les renforcer après le processus électoral. Il est question au cours des six premiers mois après les élections de continuer à surveiller et alerter les poches potentielles de conflits et de concentrer les activités de sensibilisation sur certaines zones afin de prévenir des éventuels conflits et d'encourager les femmes à travailler comme agents de paix en période post électorale.

### **II.1.3 ACTIVITES MISES EN ŒUVRE PAR LE PACE**

L'accord de contribution du CCP<sup>4</sup> ont pu être mises en œuvre ont permises de surmonter des aspects critiques du processus électoral.

L'objectif global soutenu relève du renforcement des capacités de l'administration électorale pour organiser et gérer le processus électoral dans le respect des standards internationaux. Les deux objectifs immédiats soutenus sont (1) le renforcement des capacités des médias publics et privés agissant conjointement dans le cadre du PACAM (radio, télévision et presse écrite) et (2) le fait que 4 millions de bulletins de vote sont disponibles pour distribution par la réduction du déficit de financement électoral.

Dans ce cadre il est aussi important de considérer que le PACE a pu, à travers une coordination accrue avec les bailleurs bilatéraux et la prise en compte des activités financées dans ce cadre, participé à la baisse du budget du Fonds Commun de Projet. Ces efforts de coordination ainsi que l'annulation d'un second tour des présidentielles ont ainsi permis une baisse de 27% du budget prévisionnel initial du Fonds Commun.

---

<sup>4</sup> Il est souligné que l'allocation des Fonds de la CCP dans le cadre du PACE a été établie à travers le Basket Fund du Projet d'Appui au Cycle Electoral (PACE), budget commun à tous les bailleurs contribuant financièrement au Projet. Les fonds reçus dans ce cadre sont alloués à compter de leur réception en fonction du domaine prioritaire et des objectifs repris par l'accord de convention PNUD-CCP, et des activités prioritaires du moment.

Il est souligné que les 5 scrutins prévus en 2010 par le cadre légal et législatif du Burundi ont tous été tenus, soit les élections communales le 24 mai, les présidentielles le 29 juin, les législatives le 23 juillet, les sénatoriales le 28 juillet et les collinaires le 7 septembre. Celles-ci se sont déroulées paisiblement et dans le respect des standards internationaux.

***1. Les médias nationaux collaborent dans le cadre d'une couverture médiatique conjointe du processus électoral dans le respect de la déontologie journalistique et du principe d'impartialité***

*Activité 1: Appui aux médias public et privés membres du PACAM*

Le Projet a renforcé les capacités des médias dans un cadre de coordination multilatérale, soit le Plan d'Appui Commun aux Médias (PACAM). Le PACAM, coopération unique en Afrique, comprend des médias publics et privés, dont une quinzaine de radios, quatre journaux écrits, deux chaînes de télévision et une agence de presse. Ces derniers ont mis leurs moyens en commun pour élaborer et diffuser simultanément les mêmes informations dans le cadre de la couverture médiatique conjointe et équilibrée. La contribution de la CCP a directement soutenue la mise en œuvre d'une formation de perfectionnement technique et journalistique du PACAM pour l'animation de débats radiodiffusés.

Une évaluation du PACAM doit être prochainement établie. Dans l'attente de ce rapport, il est possible de juger la contribution fournie par les médias durant le processus électoral de 2010 comme étant de haute qualité et ayant activement participé à promouvoir une coopération médiatique professionnelle et d'envergure parallèlement à une appréciation publique du respect de la déontologie journalistique, notamment de par les thématiques couvertes et le temps imparti à chaque candidat. Le succès de la synergie du PACAM a séduit tant les burundais que la communauté internationale et les médias de la région des Grands Lacs. Il est ainsi déjà possible d'anticiper des efforts visant à reproduire l'expérience dans d'autres pays.

***2. Les organisations de la société civile burundaise actives dans le domaine de l'observation électorale sont en mesure d'exercer leurs droits à accomplir leur devoir civique.***

*Activité 1 : Appui à la participation de 2 400 observateurs électoraux nationaux au scrutin collinaire*

Etant donné que l'appui aux médias rentre dans le cadre d'une composante comprend aussi les organisations de la société civile (OSC) et le genre, et que l'objectif général de l'appui du PACE dans ce cadre vise à promouvoir la participation de divers acteurs de la société civile au processus électoral, une activité complémentaire au bénéfice d'un réseau d'OSC burundaise a aussi été mise en œuvre.

Le Projet a ainsi renforcé les capacités des OSC dans leur cadre de coordination multilatérale, soit la Coalition de la Société Civile pour le Monitoring Electoral (COSOME). Cet appui a

activement permis d'une part de soutenir la participation et le déploiement des observateurs nationaux sur l'ensemble du pays, et d'autre part de promouvoir une collaboration et une coordination accrue entre les OSC permettant la mise en œuvre de déclarations conjointes suite à chaque scrutin. Tant les médias que les partenaires internationaux ont dénoté l'envergure de la couverture des observateurs nationaux et le fait que leurs rapports aient servi de références quant au déroulement des divers scrutins, le plus souvent pour réfuter des allégations extravagantes de manipulations. Il est souligné que le nombre d'OSC représentée par la COSOME a par ailleurs doublé par rapport au dernier cycle électoral de 2005. Une réunion d'évaluation tenue le 16 septembre a mise en avant les leçons apprises durant l'observation des scrutins de 2010 ainsi que des recommandations destinées aux OSC, aux partis politiques et à la CENI. Il est prévu que ces données soient compilées en un rapport final commun qui sera entre autres soumis à la CENI et au PACE.

### ***3. Le scrutin législatif est tenu tel que prévu par le cadre légal et législatif électoral***

#### *Activité 1 : Planification, suivi et évaluation de la production et l'acheminement des bulletins de vote et enveloppes de transmission*

La contribution de la CCP a permis de soutenir divers aspects essentiels à la production et l'acheminement des bulletins de vote et des enveloppes de transmission, notamment la création graphique des bulletins de vote qui a été établie en étroite consultation avec les représentants des partis politiques. Ces derniers sont ressortis satisfaits d'avoir eu l'opportunité d'améliorer le symbole ou l'image qui allait les représenter durant tout le processus électoral. De même 2 missions d'évaluation des bulletins de votes ont été mises en œuvre du 2 au 7 juillet et du 10 au 14 juillet avec l'objectif de vérifier les mesures de sécurité du fournisseur basé en Afrique du Sud, superviser l'impression ainsi que l'empaquetage et l'étiquetage.

L'Unité de Gestion du Projet (UGP) déployée auprès de la CENI a, à travers les activités mises en œuvre, amélioré la logistique électorale suite aux délais et à la désorganisation rencontrés dans la distribution des bulletins de vote des communales. Ces contraintes avaient en effet eu pour conséquence le report du scrutin du 21 mai au 24 mai. Les sections logistiques de l'UGP et de la CENI ont ainsi mises en place un système de contrôle et d'empaquetage plus rigoureux et sécurisé au niveau du fournisseur (empaquetage des bulletins de vote au préalable de leur transport par paquets scellés transparents de 100 bulletins) et au niveau central de Bujumbura afin d'amenuiser la tâche des CECI et de permettre un temps impartis plus important pour corriger toute erreur ou problèmes rencontrés sur le terrain.

Des missions de vérification conjointe CEPI-CECI ont aussi été systématiquement instaurées au niveau central, ceci préalablement à l'acheminement du matériel sur le terrain. Ont aussi été élaborés et mis à disposition des CECI des formulaires de vérification du matériel, divers guide de gestion et vérification du matériel, ainsi que des check-lists pour la mise en œuvre coordonnée

de l'inventaire du matériel manquant et endommagé lors du scrutin présidentiel. A travers ces activités logistiques, le scrutin législatif a pu être tenu avec plus de 21 millions de bulletins de vote et le matériel électoral nécessaire.

La contribution de la CCP a aussi permis la prise en charge de l'acquisition des fournitures nécessaires à la constitution des kits électoraux destinés aux 6969 bureaux de vote et des indemnités des agents manutentionnaires impliqués dans l'opération.

*Activité 2 : Le logiciel de gestion informatique des résultats est conçu, réalisé et déployé*

La mise en place d'un Centre de Traitement de Données (CTD) a non seulement permis de mettre en œuvre l'opération d'enrôlement des électeurs, l'actualisation du fichier électoral, la répartition des centres et bureaux de vote, mais aussi l'impression des bulletins de vote pour les sénatoriales.

En ce qui concerne l'appui de la CCP, les activités soutenues comprennent le développement de l'applicatif informatique pour la saisie des résultats, la saisie des PV, la validation technique des PV saisis, l'impression des résultats compilés pour la CENI et l'archivage des PV pour les présidentielles et les législatives.

## **II.2 Leçons apprises et principales contraintes**

Quelques leçons ont été apprises pendant la phase électorale et serviront pour la mise en œuvre des activités pendant la phase postélectorale.

- **Leçons apprises**

L'octroi de la carte nationale d'identité à près d'un million de gens a permis une forte mobilisation des femmes pendant la période électorale. Par ailleurs, l'opération CNI a contribué à la détente des rapports entre les acteurs politiques.

L'étroite collaboration entre l'équipe d'appui technique du PACE et la CENI, renforcée par des réunions régulières de coordination et de concertation, ainsi qu'un appui dans l'élaboration des divers plans d'activité de l'administration électorale, ont permis de relever les défis rencontrés et de mettre en avant des solutions appropriées durant l'entièreté du processus électoral.

La coordination accrue avec les bailleurs bilatéraux qui a été mise en œuvre dans le cadre du Comité de Pilotage du PACE a permis de renforcer la cohérence de l'appui international au processus électoral et de participer à la baisse du budget du Fonds Commun aux bailleurs multilatéraux participant directement au PACE.

Le fait que les actions pour l'amélioration de la participation politique des femmes et la promotion du gender mainstreaming à travers la formation de candidates ne peuvent pas se limiter au processus électoral, ces actions doivent être un processus systématique et commencer plusieurs mois à l'avance des élections et continuer après les élections dans une cadre général de Genre et Gouvernance.

Les activités dans la phase électorale ont aussi démontré un fort engagement politique des femmes en tant qu'électrices et candidates. La grande participation des femmes comme électrices et la forte représentation des femmes dans les différentes instances de prise de décision montrent qu'elles sont une force politique capable d'influencer les décisions; une force qui peut être mobilisée dans la phase postélectorale pour la prise en compte des questions de genre dans les prochains cinq ans et bouger les choses.

L'appui donné aux partis politiques pour susciter des candidatures féminines a été un succès. Toutefois, il faut conduire des actions de dialogue, de lobbying et de sensibilisation avec les partis politiques pendant la nouvelle législature pour que les femmes occupent des postes de prise de décision dans les partis et pour que dans les prochaines élections l'égalité du genre soit une préoccupation consciente des partis politiques.

Pendant les mois de tension politique, les femmes Burundaises et les organisations féminines se sont mobilisées pour promouvoir la paix et la non-violence pendant le processus électoral. Il est important de continuer à travailler avec ces organisations dans la consolidation de la paix à travers la promotion de la démocratie pendant la phase postélectorale.

En outre, la consultation avec les différents acteurs et partenaires a été un atout pour éviter les doublons des activités et des efforts, mais aussi pour mieux répondre aux besoins des femmes. Il est nécessaire, dans la phase postélectorale, de continuer le dialogue avec les femmes élues pour se concerter sur le contenu et l'appui à leur accorder afin de répondre à leurs vrais besoins.

Finalement l'étroite collaboration avec le MDPHG a été un atout de la phase électorale pour la mise en place des activités. Cette collaboration doit continuer dans la phase postélectorale avec l'actuel Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre.

- **Principales Contraintes**

La majeure contrainte dans la mise en place des activités a été le calendrier électoral en tant que tel. Etant donné le calendrier serré (5 scrutins en moins de 4 mois), plusieurs activités ont été exécutées sans qu'il y ait le temps pour approfondir sur les thèmes traités, ayant un effet direct sur l'impact de l'activité. Dans le futur, les activités de l'axe genre et élections, surtout la formation de candidates et les formations sur le gender mainstreaming devront être exécutées pendant une période plus étendue pour avoir un impact réel sur les questions de genre. De surcroît, les caractéristiques du calendrier marathon ont eu un impact sur l'organisation du cycle

électoral, imposant des délais extrêmement restreints pour plusieurs opérations électorales essentielles, notamment l'acquisition du matériel électoral et le paiement des agents impliqués dans le processus.

Une autre contrainte pour l'exécution des activités du projet PBF a été le climat politique qui a eu un impact direct dans la mise en œuvre des activités de la phase électorale. Après la contestation des résultats des élections communales du 24 mai 2010 par certains partis politiques et leur retrait du processus électoral, le projet a dû s'adapter au nouveau contexte pour la mise en place des activités particulièrement dans le cas de deux activités, à savoir, la signature du compact sur les priorités de l'égalité de genre et la formation des candidates aux élections législatives et sénatoriales.

Le retrait de certains partis politiques a eu des effets sur la durée de collecte des signatures sur le compact et le nombre des partis politiques qui se sont engagés. Toutefois, grâce au lobbying des femmes, 5 partis politiques (KAZE/FDD, PMP, Uprona, Frodebu Nyakuri, UPD) et un candidat indépendant ont signé le compact. Le parti au pouvoir a donné son accord pour la signature du compact qui se fera dans les semaines à venir.

En outre, à cause du climat politique après les élections communales, les listes de candidats aux élections législatives ont été élaborées tardivement par les partis politiques, retardant l'annonce de listes définitives des candidates. A cause de ce retard, la formation de candidates au niveau législatif a eu lieu un jour avant l'ouverture de la campagne électorale et a eu une durée de 2 jours au lieu de 3 jours comme prévu.

Il faut se rappeler que pour avoir un vrai impact sur ces questions, un travail systématique est nécessaire et une formation courte n'est pas suffisante. Pour cette raison, il est important d'indiquer que les activités liées aux élections doivent s'inscrire dans un cadre général de Gouvernance et doivent commencer plusieurs années à l'avance et continuer après les élections, car elles nécessitent un dialogue et une concertation permanents plutôt que de les calquer sur le calendrier électoral.

### **II.3 Partenaires : impact et résultats**

Le partenariat entre le MDPGHG, le Ministère de l'Intérieur, le Système des Nations Unies à travers le PNUD et l'UNIFEM et les différents partenaires d'exécution a eu des effets positifs dans l'accomplissement des résultats pour améliorer la participation politique des femmes dans les instances de prise de décision et pour garantir la prise en compte des questions d'égalité des genres, des droits des femmes et leur autonomisation par l'engagement des partis politiques. Ces effets transparaissent à travers la synergie et la complémentarité des interventions des partenaires sur les différentes activités. Sans être exhaustif, on peut citer les effets suivants :

- Les capacités de toutes les femmes candidates aux élections collinaires dans toutes les 17 provinces du pays (dont 11 avec l'appui de l'UNIFEM) ont été renforcées suite à l'appui technique et financier de l'UNIFEM, du PNUD et du BINUB en partenariat avec la SPPDF en techniques de communication, leadership et connaissance en matière électoral.
- Grâce aux actions conjointes entre UNIFEM, UNESCO, la SPPDF et Dushirehamwe, un compact sur les priorités en matière d'égalité de genre a été formulé et les partis politiques se sont engagés en y apposant leur signature témoignant ainsi leur détermination à traduire dans les faits et les vécus quotidiens des Burundaises les priorités identifiées, une fois qu'ils seront dans les institutions. Ce compact est un outil d'accountability et de plaidoyer pour les femmes Burundaises et leurs différentes organisations féminines.
- Avec l'objectif d'aligner davantage les femmes candidates sur les listes électorales des législatives à des positions permettant de réaliser les prescrits constitutionnels d'au moins 30% dans la nouvelle législature, l'UNIFEM, le MDPHG, la CENI et la Fondation Intahe on travaillé ensemble pour développer une stratégie pour appuyer les partis politiques à susciter des candidatures féminines. A l'issue des élections 36,8% des femmes ont été élues directement à l'Assemblée Nationale et 46% au Sénat sans recourir à la cooptation en matière de genre.
- Etant donné le contexte politique du moment, les différents partenaires ont vu la nécessité de travailler ensemble pour avoir une conférence d'une envergure majeure. En outre, la CIRGL s'est offerte pour appuyer l'organisation de la conférence régionale dans l'identification des participants et la facilitation des différentes séances.  
Grâce à cette synergie de partenaires, la conférence a eu lieu pendant une semaine et a pu réunir de différents experts, femmes et hommes, de la région. Les femmes Burundaises, leurs organisations et réseaux appuyés par ceux de 10 pays d'Afrique ont développé des stratégies pour la participation politique des femmes et la non-violence au cours du processus électoral. Les échanges d'expérience et la stratégie ont permis aux Burundaises, dans un environnement électoral conflictuel, de privilégier la recherche de la paix et la résolution non violente des contentieux.
- Il est important de souligner que le partenariat avec le MDPGHG et la CENI pour la mise en place de toutes les activités a été un atout du projet PBF. Grâce à cette collaboration, les activités du projet PBF ont répondu aux actions prévues par le MDPGHG dans leur stratégie pour une meilleure participation des Burundaises au processus électoral élaborée en partenariat avec les organisations féminines du Burundi. En outre la collaboration avec la CENI a permis de mettre en place les activités suivant le calendrier électoral ; d'avoir l'information nécessaire pour les activités (le nombre de candidates aux différentes élections, les nombres de partis politiques, etc.) ; et d'informer aux partis politiques sur les différentes activités amenées par le projet PBF, en spécial l'activité pour susciter les candidatures féminines aux élections législatives.

**PARTIE III : ETAT D'EXECUTION BUDGETAIRE ET PROCHAINES ETAPES**

**III.1 Exécution Budgétaire**

Résultats attendus	Activités prévues	Principales réalisations	Catégorie de budget	Coût des activités réalisées
<b>EXECUTION PAR L'UNITE GENRE/PNUD</b>				
<i>1. Soutien des initiatives pour la promotion du genre en vue du renforcement de la participation politique des femmes aux élections de 2010</i>	Doter les femmes burundaises de la CNI afin de participer au processus électoral en tant qu'électrices et élues	- Dotation de 968.882 CNI dont 559.852 en faveur des femmes, afin de permettre à des citoyens burundais sans moyens de participer au processus électoral de 2010.	1. Contrats de Services Individuels	302,055.00\$
		- Appui technique par la dotation de :	2. Contrats avec les entreprises	100,000.00\$
		1° équipements : 300 appareils photos numériques permettant de développer les photos séance tenante sans besoin d'électricité ; 300 machines à écrire électriques pour la saisie des cartes ; Autres accessoires : agrafeuses, stylos, papier, ciseaux ;	3. Fournitures	597,945.00\$
		2° imprimés : 1100000 formulaires de demande de CNI ; 1100000 fiches d'identification nationale ; 100000 imprimés de CNI ; 129 registres de consignation de la délivrance de la CNI ;		
		- Renforcement des centres de délivrance en recrutement, formation et rémunération de 1032 employés, soit 8 dans chacun des centres de délivrance. Les 8 se		70,000.00\$



		<p>présentent ainsi :</p> <p>3 dactylographes ; 1 chargé de la logistique ; 1 photographe ; 1 agent d'état civil ; 1 secrétaire ; 1 rapporteur. ;</p> <p>2908 chefs de collines formés, dotés de documents et mobilisés.</p>	4. Facilités & Administration	
			<b>Sous total</b>	<b>1,070,000.00\$</b>
<b>TOTAL UNITE GENRE</b>				<b>1,070,000.00\$</b>
<b>EXECUTION PAR L'UNIFEM</b>				
<p><i>2. Les femmes sont mobilisées pour une participation massive aux élections 2010 comme électrices, candidates et agents de paix</i></p>	<p>Activités 1 : Formation de 258 formatrices pour la campagne en éducation électorale et civile</p> <p>Activité 2 : Campagne pour la mobilisation des femmes aux élections collinaires « Elis et Fais-toi-élire »</p>	<p>- Renforcement des femmes candidates aux élections collinaires par des formations dans différentes provinces du pays</p> <p>- 480 femmes ont renforcé leurs capacités en techniques de leadership, communication et gender mainstreaming</p> <p>-80 personnes représentant les organisations féminines et leurs réseaux et les responsables des partis politiques ont identifié 16 priorités, en matière d'égalité de genre, réparties en deux priorités par domaine (sécurité, politique, économique, éducation, santé, justice, environnement, protection des enfants) qui</p>	<p>Contrat avec une organisation locale</p> <p>Contrat avec une organisation locale</p>	50.071\$

		peuvent être traduites dans le fait au cours de cette nouvelle législature.	
Activité 3 : Renforcement de capacités des candidates aux élections législatives	80	-Les participants ont formulé un compact appelé « Engagement des partis politiques sur les priorités d'égalité de genre » qu'ils ont soumis aux partis politiques pour signature. -5 partis politiques (KAZE/FDD, PMP, Uprona, Frodebu Nyakuri, UPD), dont 4 ont participé aux élections législatives <sup>5</sup> , et un candidat indépendant ont signé le compact.	49.571\$
Activité 4 : Renforcement de capacités des candidates aux élections collinaires		- Elaboration de 800 affiches en kirundi et français sur les priorités de l'égalité des genres pour la législature 2010-2015.	
Activité 5 : Appui aux partis politiques pour intégrer le genre dans leurs programmes et susciter des candidatures féminines		-90 listes parlementaires au niveau national, 19 (soit 21%) avaient de femmes comme tête de liste, 81 femmes ont occupé les premiers trois places des listes et de l'ensemble des 944 candidats, 347 (soit 36.8%) ont été de femmes. -Elections sénatoriales : deux partis en lice ont eu une représentation féminine moyenne de 48% (52% pour les listes du parti CNDD-FDD et une représentation de 42% pour les listes du parti UPRONA). - Grâce à cette action, les listes des élections législatives ont	43.997\$

<sup>5</sup> En total 6 partis politiques ont participé aux élections législatives.

		<p>réalisé le quota d'au moins 30% stipulé par la loi. Ainsi, 34 sièges des 106 sièges de députés sont occupés par des femmes (soit 32%) et 17 des 34 sièges du sénat sont occupés par les femmes (soit 50%).</p> <p><b>Activité supplémentaire :</b> -150 hommes et femmes provenant de 10 pays d'Afrique ont échangé les expériences sur les meilleures stratégies pour améliorer la participation des femmes dans la prise de décision, le rôle des femmes dans le processus démocratique et la promotion de la non-violence.</p>		11.231\$
			<b>Sous total</b>	<b>154.87 \$USD</b>
<b>3. Une campagne médiatique est mise en place pour la mobilisation des femmes</b>	<p>Activité 1 : Campagne médiatique sur la non-violence, le rôle des femmes en tant qu'agents de paix, la participation politique des femmes et les priorités de l'égalité des genres</p> <p>Activité 2 : les tables rondes et formation des</p>	<p>-Elaboration de 3 spots en kirundi, swahili et français sur la non-violence, le rôle des femmes en tant qu'agentes de paix et la participation politique des femmes.</p> <p>-Diffusion des spots par les 15 radios de la synergie de médias</p> <p>-Ces activités ont été initiées. Les femmes, les organisations féminines et leurs réseaux du</p>	<p>Contrat avec une organisation locale</p> <p>Contrat avec une organisation locale</p>	<p>22.503\$</p> <p>58.472\$</p>

	femmes leaders au niveau communautaire en prévention et gestion de conflit pendant le processus électoral Activité 3 : la participation des femmes comme agents de paix dans les provinces avec un majeur risque de violence et de conflit	Burundi ont estimé, compte tenu du contexte particulier du Burundi, de les continuer et les renforcer après le processus électoral.		
			<b>Sous total</b>	80.975 \$
<b>TOTAL UNIFEM</b>				<b>243 564 \$</b>
<b>EXECUTION PAR PACE</b>				
<b>4. Les médias nationaux collaborent dans le cadre d'une couverture médiatique conjointe du processus électoral dans le respect de la déontologie journalistique et du principe d'impartialité</b>	<u>Activité 1</u> : Appui aux médias publics et privés membres du Plan d'Appui Commun aux Médias (PACAM)	Perfectionnement technique et journalistique des membres du PACAM pour l'animation de débats radiodiffusés en synergie.	(4) <i>Contrat</i> avec Radio France Internationale (RFI)	28 879.19 \$USD
			<b>Sous total</b>	<b>28 879.19 \$USD</b>
<b>5. Les organisations de la société civile burundaise</b>	<u>Activité 1</u> : Appui à la participation de 2 400 observateurs	- Impression de 1227 formulaires d'observation électorale nationale. - Prise en charge des indemnités	(4) <i>Contrat</i> avec la Coalition de la Société Civile pour le Monitoring Electoral	245 \$USD

<p><i>actives dans le domaine de l'observation électorale sont en mesure d'exercer leurs droits à accomplir leur devoir civique</i></p>	<p>électorales nationales au scrutin collinaire</p>	<p>journalières des 2 455 citoyens burundais, dont 60% de femmes, participant à l'observation électorale nationale du scrutin collinaire.</p> <p>- Appui à la coordination des réseaux d'observation électorale nationale de la COSOME.</p>	<p>(COSOME)</p>	<p>37 825 \$USD</p> <p>1 000 \$USD</p>
			<p><b>Sous total</b></p>	<p><b>38 070 \$USD</b></p>
<p><b>6. Le scrutin législatif est tenu tel que prévu par le cadre légal et législatif électoral</b></p>	<p><u>Activité 1</u> : Planification, suivi et évaluation de la production et l'acheminement des bulletins de vote et enveloppes de transmission</p>	<p>- Mises en œuvre de consultations avec les représentants des partis politiques et candidats indépendants pour établir des révisions au graphisme de leur bulletin de vote respectif.</p> <p>- Tenue du 2 au 7 juillet et du 10 au 14 juillet de 2 missions d'inspection et d'évaluation du fournisseur des bulletins de vote pour vérifier les mesures de sécurité, assurer la supervision des activités d'impression, d'emballage et d'étiquetage pour les élections législatives et sénatoriales.</p> <p>- Appui technique de l'équipe des Conseillers Electoraux Provinciaux déployés auprès des CEPI et mise en œuvre le 13 et 14 juillet de 2 sessions de débriefing sur la tenue des opérations électorales du scrutin présidentiel et les préparatifs pour le scrutin législatif.</p> <p>- Préparation du plan de distribution des bulletins de vote</p>	<p>(1) <i>Transport</i> (2) <i>Personnel</i></p> <p>(1) <i>Transport</i> (2) <i>Personnel</i></p> <p>(1) <i>Transport</i> (2) <i>Personnel</i></p> <p>(2) <i>Personnel</i></p>	<p>1 950 \$USD</p> <p>14 398 \$USD</p> <p>14 279.95 \$USD</p> <p>11 485.63 \$USD</p>

		<p>pour les législatives (21 millions) et les sénatoriales (24 000), et facilitation de 4 séances de formation des membres des CEPI et des CECI sur l'interprétation du plan de constitution des kits, la gestion des réceptions, le contrôle et l'acheminement du matériel dans les BV.</p> <p>- Acquisition du matériel et constitution conjointe des kits électoraux pour les élections législatives et sénatoriales du 8 au 16 juillet avec en parallèle le paiement des indemnités des manutentionnaires et l'acheminement progressif des kits par camions vers les 6969 BV clôturé le 18 juillet.</p> <p>- Développement de l'applicatif informatique du Centre de Traitement de Données de la CENI pour la saisie des résultats, la saisie des PV, la validation technique des PV saisis, l'impression des résultats compilés pour la CENI et l'archivage des PV pour les présidentielles et les législatives.</p>	<p>(4) <i>Contrat</i> avec la CENI</p> <p>(1) <i>Personnel</i></p> <p>(4) <i>Contrat</i> avec la CENI</p>	<p>540 961.40 \$USD</p> <p>93 393.41 \$USD</p>
			<b>Sous total</b>	<b>676 468.39 \$USD</b>
<b>7. Les capacités des institutions responsables de l'administration électorale sont renforcées afin</b>	<b>Activité 1</b> : La CENI est appuyée et renforcée dans les domaines de la gestion, des opérations	<p>- Le transport et le dédouanement d'une partie du matériel électoral réceptionné au Burundi, notamment de l'aéroport vers le Centre de Traitement de Données et vers</p>	<p>(4) <i>Contrat</i> avec DETTRA S.P.R.L.</p> <p>(4) <i>Contrats</i> avec la Radio Isanganiro, la Radio Publique</p>	3 083.03 \$USD

<p><i>d'organiser et gérer le processus électoral dans le respect des standards de qualité internationaux</i></p>	<p>électorales, de la logistique électorale, de l'informatique ainsi que de l'administration et des finances.</p>	<p>les entrepôts au niveau central.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 34 diffusions d'appels d'offre sur les radios nationale pour: (i) L'achat de radio HF pour l'UGP ; (ii) Location d'imprimantes et de cartouches pour l'impression des bulletins de vote au Centre de Traitement de Données; (iii) Un soumissionnaire intervenant dans le paiement des salaires et primes des agents électoraux ; (iv) Un soumissionnaire pour la fourniture des tenues d'identification du personnel électoral pour les jours de vote.</li> <li>- Prise en charge d'une partie des indemnités de charges et de risques des membres des CECI, des CEPI et de la CENI, et régularisation de la liste de paiement des agents d'affichage des listes électorales provisoires, soit ajout des omissions.</li> <li>- Appui au fonctionnement de l'Unité de Gestion du Projet déployée auprès de l'administration électorale pour la planification et la mise en œuvre des opérations électorales.</li> </ul>	<p>Africaine, la Radio Bonesha et la Publication de Presse Burundi.</p> <p>(4) <i>Contrat</i> avec la Banque de Crédit de Bujumbura (BCB)</p> <p>(1) <i>Fournitures, transport</i> (2) <i>Personnel</i> (4) <i>Contrats</i> avec UCOM, le Palais des Meubles, Zaman Auto, Garage City Motors, la SOCABU</p>	<p>524.74 \$USD</p> <p>226 027.89 \$USD</p> <p>114 313.84 \$USD</p>
			<p><b>Sous total</b></p>	<p><b>343 949.50 \$USD</b></p>
<p><b>8. Les femmes candidates aux élections collinaires sont appuyées et leur capacités</b></p>	<p>Appui technique et financier à la mobilisation des femmes aux élections collinaires</p>	<p>Organisation d'une activité de formation des femmes candidates aux élections collinaires dans 6 provinces du pays (Cankuzo, Ruyigi, Buja rural, Ngozi, Mwaro, et</p>	<p><i>Contrat</i> avec la Synergie des Partenaires pour la promotion des Droits de la Femme (SPPDF)</p>	<p>27 273.39 \$USD</p>

<i>renforcées</i>		Cibitoke) afin de les mobiliser à élire et se faire élire.  Note : le financement de cette activité était prévu sur la contribution suédoise, cependant puisque ces fonds n'ont pas été reçus à temps, ces dépenses ont été allouées au PBF		
			<b>Sous total</b>	<b>27 273.39 \$USD</b>
<b>TOTAL PACE AU 31/12/2010</b>				<b>1 397 660.17 USD</b>
<b>Taux d'exécution</b>				
<p>Au 31 décembre 2010, les exécutions et engagements budgétaires de l'appui du PBF au processus électoral de 2010 au Burundi s'élèvent à 1 1397 660.17 \$USD, soit plus de 99,23% d'exécution. 54% des USD 454.938 alloués à l'axe genre et élections du projet PBF ont été exécuté par l'UNIFEM.</p> <p>Le montant alloué à la CNI, soit 1.070.000 a été exécuté à 100%</p>				

### III.2 Prochaines étapes

1. *Renforcement des capacités des élus pour avoir les outils nécessaires pour une meilleure prestation et Renforcement de la capacité institutionnelle du législatif pour intégrer les questions de genre.*

L'étroit travail avec les femmes candidates au niveau collinaire et législatif a démontré le besoin de continuer le renforcement de capacités des femmes élues au niveau communal, collinaire et surtout au niveau législatif. En outre, les résultats atteints par les femmes Burundaises au cours des élections de 2010 constituent une avancée majeure pour la participation politiques des femmes et est une porte pour avancer les questions de l'égalité des genres pendant les prochains cinq ans. Toutefois, c'est aussi un grand défi du fait des préjugés culturels et qu'en outre les femmes élues sont attendues au tournant car on leur exigera davantage des résultats. Et pourtant plus de 90% d'entre elles, c'est la première fois qu'elles occupent ces fonctions.

Par ailleurs, les avancées en matière de participation politique des femmes pendant les élections de 2010 ne garantissent pas que les questions d'égalité des genres, des droits des femmes et leur



autonomisation soient prises en compte dans les programmes et les priorités de la nouvelle législature. Pour cette raison, il est nécessaire dans la phase postélectorale de renforcer les capacités des femmes élues en leur dotant des aptitudes à exercer leurs fonctions d'élues et à devenir des acteurs politiques influents. Egalement il existe la nécessité de travailler avec les institutions elles-mêmes avec l'objectif de renforcer les capacités de ces institutions à répondre aux défis de l'égalité de genre et à intégrer ces questions dans le travail législatif au Burundi.

*2. Etude sur la participation des femmes en tant qu'électrices, candidates, observatrices et personnel électoral pendant les élections de 2010*

Il est nécessaire de documenter et analyser la forte participation des femmes en tant qu'électrices, candidates, observatrices et personnel électoral pendant les élections de 2010. Pour ce faire, une étude est entrain d'être menée pour analyser la participation des femmes pendant les élections.

*3. Appui aux médias*

Prise en charge des coûts de la synergie des radios pour la couverture médiatique lors du scrutin collinaire et des frais de diffusion pour les campagnes des présidentielles, des communales, des législatives et des sénatoriales dans le cadre du PACAM. Budget escompté: 118 807 \$USD.

*4. Appui à l'administration électorale pour développer ses capacités à gérer le processus électoral qui répond aux standards de qualités internationaux*

Prise en charge des frais de location de l'entrepôt de la CENI qui prendra en charge le matériel électoral jusqu'au prochain cycle électoral de 2015. Durée escomptée : 2 mois, de novembre à décembre 2010. Budget escompté : 14 000 \$USD.